

PLF et PLFSS 2027 : un deux poids deux mesures inacceptable !

ACTUS MILITANTES



Avec un effort budgétaire annoncé d'environ 43 milliards d'euros, une nouvelle fois, l'essentiel des efforts demandés repose sur les salarié·es, les agent·es de la fonction publique, les retraité·es et les personnes les plus vulnérables.

Le gouvernement vient de présenter les principales mesures du projet de loi de finances (PLF) et du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2027, avec un effort budgétaire annoncé d'environ 43 milliards d'euros.

Pour l'UNSA, une nouvelle fois, l'essentiel des efforts demandés repose sur les salarié·es, les agent·es de la fonction publique, les retraité·es et les personnes les plus vulnérables.

Depuis plusieurs années, les projets de budget sont construits autour de la recherche d'économies en épargnant les plus fortunés, sans réelle volonté de réduire les inégalités sociales ni évaluation de leur impact social. Pire, les choix proposés pour 2027 risquent de les accentuer encore plus.

La situation sociale devrait pourtant conduire à une tout autre orientation. En France, 10,8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, soit 16,3% de la population. Ce taux historiquement élevé touche particulièrement certaines catégories de la population, notamment les jeunes.

Dans le même temps, les grandes entreprises françaises ont distribué 61 milliards d'euros de dividendes au deuxième trimestre 2026, plaçant la France en tête des pays européens. Les aides publiques aux entreprises représentent 211 milliards d'euros par an.

Pourtant, aucun effort comparable n'est demandé à ces entreprises et aux ménages les plus aisés. La réduction de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises, le maintien de nombreuses niches fiscales ou encore l'absence de mesures significatives concernant les plus hauts patrimoines illustrent ce déséquilibre.

À l'inverse, les mesures annoncées dans le PLF comme dans le PLFSS font peser une part importante des économies sur les ménages.

Ces derniers et plus particulièrement les plus modestes, vont cumuler les effets de plusieurs décisions : gel des aides au logement comme de la prime d'activité, absence de revalorisation du point d'indice de la fonction publique, augmentation du reste à charge pour le Compte personnel de formation (CPF), auxquels viennent s'ajouter les mesures prévues dans le budget de la Sécurité sociale.

En matière de santé, de retraites et de prestations sociales, ces choix auront des conséquences directes sur la vie quotidienne et le pouvoir d'achat des assuré-es sociaux.

De nombreux ministères et opérateurs de l'État devront geler ou réduire leurs dépenses. C'est notamment le cas du ministère du Travail et de l'aide publique au développement. Ces restrictions budgétaires risquent de peser directement sur la qualité et l'accessibilité des services publics.

Enfin, un délai de carence d'un an pour l'accès aux prestations familiales pour des personnes étrangères en situation régulière est prévu dans le PLFSS. Pour l'UNSA, ces dispositions constituent une rupture d'égalité injuste et inacceptable, de surcroît contraire aux principes républicains.

Ces deux poids-deux mesures n'est pas acceptable.

La maîtrise des finances publiques et des comptes de la Sécurité sociale ne peut se traduire par une succession de mesures fragilisant le pouvoir d'achat, réduisant les moyens des services publics et précarisant davantage les personnes les plus vulnérables.

À l'heure de l'ouverture du débat budgétaire au Parlement, l'UNSA demande au gouvernement de revoir sa copie et aux parlementaires de replacer la justice sociale et fiscale au cœur des priorités.

C'est une condition indispensable pour préserver notre modèle social, renforcer la cohésion du pays et consolider le pacte républicain.

Laurent Escure, secrétaire général

Publié sur le [site](#) [UNSA](#)
aHR0cHMIM0EIMkYIMkZ3d3cudW5zYS5vcmlMkZ1bi1wbGZzcy0yMDI3LXNhbnMtdmlzaW9uLWV0LXB

